

Réunion du Conseil de l'Internationale Socialiste
Istanbul, Turquie, 11-12 novembre 2013

DECLARATION SUR L'ESPIONNAGE ET LA SURVEILLANCE

original: espagnol

La réunion du Conseil mondial de l'Internationale Socialiste à Istanbul le 11-12 novembre 2013 a discuté la situation de l'espionnage et de la surveillance qui a récemment apparu sur l'agenda mondial. Les accusations contre les principales agences d'informations et contre certaines nations ont affecté les relations au sein de la communauté internationale ces derniers mois, surtout dans des forums aussi importants que l'Assemblée générale des Nations unies. L'espionnage et la surveillance sont une réalité aujourd'hui qui fait partie du scénario très complexe de la communication instantanée globale de masse. Des citoyens à travers le monde exigent le respect de leur vie privée et la sécurité et appellent à la transparence dans le travail effectué par les agences et les gouvernements sur ces questions, un scénario qui est également marqué par la désorientation face au mépris manifeste de concepts tels que «alliés» et «alliances» dans le sens dans lequel ils ont été compris jusqu'à présent.

La condamnation internationale de ces faits est compréhensible et justifiée et doit ouvrir la voie à une adoption rapide de mesures qui apporteront une normalisation des relations au niveau mondial. Les importants acteurs privés qui opèrent et contrôlent l'internet devraient assumer leur responsabilité concernant la confidentialité, force et confiance du système et devraient garantir la cyber-sécurité. Les organes législatifs et régulateurs au niveau national, régional et international devraient proposer des règles claires et efficaces pour garantir de manière adéquate la sécurité et le transfert des données personnelles, avec l'application de sanctions personnelles, institutionnelles et des entreprises pour toute transgression. Le principe de l'inviolabilité de la correspondance privée doit être appliqué sans exception aux échanges qui se font aujourd'hui pour la plupart de manière électronique. La même chose est valable pour les conversations téléphoniques, conférences vidéo et autres moyens d'échange de communications. Pour l'Internationale Socialiste, à part un renforcement formel des moyens de communication, les principes qui garantissent les libertés publiques et les droits civils de millions de personnes dans le monde et le respect de la souveraineté nationale doivent être complètement rétablis, consolidés et préservés dans cette ère de communications globales.

L'Internationale Socialiste considère qu'afin de restaurer la confiance perdue à travers l'espionnage et la surveillance, les gouvernements des grandes puissances mondiales doivent jouer un rôle central. C'est à eux que les leaders de pays, qui ont découvert la vulnérabilité de leurs échanges d'informations, les médias de masse et l'opinion publique internationale devront adresser leurs demandes de réponses. Les responsabilités futures et les engagements concernant l'espionnage et la surveillance sont une source d'inquiétude pour les responsables politiques. Ils doivent définir le rôle qu'ils jouent pour soutenir la construction d'une société mondiale plus sûre et respectueuse des droits de toutes les personnes.

Dernièrement, l'Internationale Socialiste réitère que la lutte contre le terrorisme, le trafic de drogue et d'autres crimes transnationaux doit être avancée dans un cadre de respect du droit international et de ses institutions. La justice au niveau national et la coopération internationale sont des moyens légitimes pour autoriser, conduire et contrôler des situations qui doivent toujours être considérées comme exceptionnelles, telles que l'écoute téléphonique ou l'interception de correspondance électronique. Il doit être garanti que même dans la lutte contre ces fléaux qui ne reconnaissent pas les frontières nationales, les droits fondamentaux des peuples et la souveraineté des nations qui constituent la communauté internationale soient pleinement respectés.
